



Communiqué de presse relatif au risque d'enlèvement du conflit interconfessionnel en Centrafrique.

Vengeance et revanche entre la majorité de nos concitoyens de confession chrétienne et celle de la minorité musulmane semblent désormais être la logique imparable d'une autodestruction que plus personne, même les commanditaires les plus zélés ne semblent pouvoir arrêter. Mutisme sélectif et autisme des uns, coupable trahison des gouvernants et des principaux acteurs politiques du pays de l'autre côté, alors que le pays se meurt.

Au regard de ces éléments objectifs, le Mouvement Citoyen Fini Kodé (MCFK) condamne les crimes et assassinats perpétrés ici et là depuis le 24 mars 2013. Il dénonce la stratégie outrancière de victimisation du chef de l'Etat de transition, de l'utilisation de la langue de bois à un moment aussi grave, du manque de réaction énergétique à l'encontre de ses alliés de l'ex-Séléka pourtant dissoute afin qu'ils déposent les armes.

L'enlèvement de la Centrafrique doit être évité et la réconciliation, première étape vers la cohésion sociale doit devenir une réalité à condition que l'intervention des troupes françaises et africaines ne soit accompagnée de véritables mesures politiques et économiques.

A tous ceux qui en appellent à la restauration rapide d'un système démocratique en Centrafrique à travers l'organisation de scrutins, il convient de leur rappeler que ce rêve politique reste avant tout subordonné à la restauration de l'autorité de l'Etat, à l'exigence sécuritaire et à la résolution préalable d'un certain nombre de problèmes structurels centrafricains qui sont liés à la notion d'état-nation, de citoyenneté et de bonne gouvernance.

Il nous paraît opportun de nous interroger radicalement sur la notion du vivre ensemble pour le remettre au centre de notre préoccupation afin d'amorcer en profondeur une modernisation politique audacieuse de notre pays.

Afin d'éviter d'autres convulsions douloureuses et l'enlèvement de ce conflit dans notre pays, le Mouvement Citoyen Fini Kodé préconise :

1° Démission du chef de l'Etat de transition car il ne jouit plus de la légitimité et de la capacité à rassembler notre peuple. Invite le conseil de sécurité des nations unies à engager des sanctions immédiates à l'encontre des principaux leaders et alliés de la séléka.

2° Invite madame la procureure de la cour pénale internationale à mettre en œuvre immédiatement sa menace de poursuite devant la cour pénale internationale de tous les responsables de la séléka à l'instar de celle émise contre le congolais Jean-Pierre Bemba Gombo.

3° Exige le retrait sans délai de toutes les troupes non impartiales de la Misca, notamment tchadiennes et soudanaises.

4° Exige la démobilisation immédiate de tout l'ensemble des recrues enrôlées depuis le 24 mars 2013 et des 5 000 hommes qui sont en formation.

5° Exige l'annulation de toutes les nominations des chefs de Région.

6° Suggère dans un bref délai l'organisation d'une table ronde inter-centrafricain sans immixtion des médiateurs sous régionaux en vue de la mise en place d'un gouvernement intérimaire apolitique restreint et dirigé par un autre premier ministre.

PARIS, le 14 décembre 2013

Pour le bureau Exécutif

**Michel MABOU**